

Des prix à double tranchant:

Leçons de la crise des prix alimentaires: dix actions que les pays en développement devraient mener

La forte hausse récente des prix alimentaires aurait dû profiter à des millions de personnes démunies qui tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture. Cependant, les politiques peu judicieuses mises en œuvre depuis des décennies par les gouvernements des pays en développement dans des domaines tels que l'agriculture, le commerce et les marchés intérieurs – souvent promues par les Institutions financières internationales et appuyées par les pays donateurs – ont empêché les agriculteurs et les travailleurs ruraux défavorisés de tirer profit de la hausse des prix des produits de base. En conséquence, la crise affecte tant les producteurs que les consommateurs peu fortunés, menaçant d'inverser dans de nombreux pays les progrès réalisés récemment dans l'éradication de la pauvreté. Pour aider les agriculteurs à sortir de la pauvreté tout en protégeant les consommateurs défavorisés, les gouvernements des pays en développement devraient, avec l'appui des donateurs, investir de nouveau dans l'agriculture à petite échelle et dans la protection sociale.

Résumé

Une grande partie du monde est actuellement concernée par la crise financière mondiale tout en étant également confrontée à la hausse spectaculaire des prix des produits alimentaires et à une flambée tout aussi inquiétante du prix du pétrole. Les prix des aliments de base ont enregistré des hausses allant de trente à cent cinquante pour cent en 2007 et 2008. Ceci menace les progrès qui sont à accomplir pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Au Cambodge, où la moitié de la population consomme du riz acheté, la consommation est en baisse, tandis qu'au Burkina Faso, de nombreuses familles sont en train de vendre les rares têtes de bétail qu'elles possèdent. Oxfam estime que 290 millions de personnes vivant dans des pays très vulnérables à la crise alimentaire courent le risque de sombrer dans la pauvreté.

Dans un contraste frappant avec la situation critique des agriculteurs et des communautés pauvres, de nombreux acteurs du secteur alimentaire, semblent tirer profit de cette crise. Charoen Pokphand Foods (Thaïlande), un acteur majeur en Asie, prévoit cette année une croissance de ses recettes de 237 pour cent;¹ les ventes mondiales de Nestlé ont enregistré une hausse de 8,9 pour cent au cours du premier semestre de 2008 ;² Monsanto, la plus grande société semencière du monde, a fait état d'une hausse de vingt-six pour cent de ses recettes entre mars et mai 2008.³ La chaîne de supermarchés Tesco a indiqué un bond record de dix pour cent de ses bénéfices par rapport à l'an passé.⁴

L'impact désastreux de cette crise aurait pu être évité. Dans les pays pauvres, des millions de familles sont tributaires de l'agriculture pour gagner leur vie. L'aide globale à l'agriculture est en baisse, passant de dix-huit pour cent d'aide publique au développement (APD) dans les années 80 à juste quatre pour cent aujourd'hui.⁵ Si, au cours des vingt dernières années, les pays riches, les donateurs et les gouvernements des pays en développement avaient investi dans l'agriculture à petite échelle, les pays et les communautés pauvres seraient bien moins vulnérables à présent. Les rares pays en développement qui ont investi dans l'agriculture à petite échelle et dans la protection sociale se sont avérés plus résistants à la crise que leurs pairs.

La réponse globale à la crise a également été peu satisfaisante et forme un contraste frappant avec la réponse à la crise financière actuelle, où des ressources financières considérables ont été mobilisées en l'espace de quelques jours par la communauté internationale. La Conférence de la FAO à Rome n'a promis que 12,3 milliards de dollars aux pays qui subissent la crise alimentaire, une somme bien inférieure aux vingt-cinq à quarante milliards de dollars que les Nations Unies⁶ estiment nécessaires, et cinq mois plus tard, à peine plus d'un milliard de dollars a été déboursé. La communauté internationale n'a pas été en mesure de s'organiser pour réagir de manière adéquate : les pays en développement sont bombardés d'initiatives diverses et il leur est demandé de proposer de nombreux plans pour divers donateurs. Une réponse internationale coordonnée doit être menée sous l'égide de l'ONU pour acheminer d'urgence les fonds vers ceux qui en ont besoin et jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre des réformes à long terme.

Les pays pauvres qui ont renoncé à leurs systèmes agricoles et réduit leur production céréalière tout en devenant tributaires des importations de produits alimentaires sont extrêmement vulnérables aux fluctuations de prix de ces derniers. Ceci s'applique particulièrement aux pays qui ne disposent pas de liquidités pour payer leurs importations alimentaires. Les pays qui ne sont pas dotés de bons systèmes de protection sociale et de réserves alimentaires importantes pour faire face aux chocs des prix se trouvent encore plus exposés.

C'est malheureusement le cas de nombreux pays en développement, et ceci résulte essentiellement des décisions spécifiques prises par leurs gouvernements, souvent avec l'encouragement et l'appui des institutions internationales et des pays donateurs. Les politiques agricoles très protectrices qui sont appliquées depuis des décennies dans les pays riches et qui dénaturent les échanges commerciaux ont également leur part de responsabilité. Les pays riches, tout comme les donateurs et les pays pauvres, doivent changer de cap s'ils veulent atteindre les OMD.

Il est possible que cette leçon se perde dans la tourmente de la crise et que les gouvernements des pays en développement n'aient recours qu'à des solutions à court terme, tout particulièrement parce que la communauté internationale n'a pas réagi de manière adéquate jusqu'ici. Une nouvelle approche fait cruellement défaut, car la plupart des pays en développement sont susceptibles de devenir encore plus vulnérables aux chocs des prix en raison des changements climatiques liés à la hausse des températures, aux catastrophes naturelles et à une pluviométrie irrégulière.

Que peut-on faire ? Même avant l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires, plus de 850 millions de personnes à travers le monde souffraient de la faim. Pour alléger l'impact de la crise actuelle, il y a lieu de prendre en compte les vulnérabilités chroniques qui sont à la racine du problème. Ceci nécessite des changements structurels dans la manière dont les gouvernements, les institutions internationales et les donateurs se préoccupent de la pauvreté et du développement, mais également du rôle crucial que jouent les petits exploitants dans la réduction de la pauvreté et du rôle clé qu'ont les femmes dans l'agriculture.

Bien qu'ils puissent chuter au cours des mois à venir, les prix des produits alimentaires resteront bien au-dessus des niveaux de la décennie antérieure. Les pays en développement doivent accroître la production alimentaire en mettant en place un ensemble de politiques agricoles et commerciales qui stimulent la productivité des petits exploitants mal équipés. Au Mexique, le programme PROCAMPO verse aux agriculteurs 950 pesos (environ 95 dollars) par hectare pour des cultures telles que le maïs et les haricots. Ce programme profite à 2,5 millions d'agriculteurs, ce qui représente 28 pour cent du budget agricole mexicain.⁷ Au Brésil, le programme PRONAF procure aux petits exploitants des prêts, des services techniques et des programmes d'assistance rurale. Il propose également une assurance contre les pertes de récoltes, des prix garantis et un système d'achat direct auprès des petits agriculteurs qui est lié à des programmes de sécurité alimentaire.⁸ Cette politique a permis d'effectuer des dépenses plus importantes dans le domaine agricole, ce qui laisse le Brésil mieux préparé pour faire face à la crise actuelle.

Les dépenses publiques en matière de protection sociale, notamment les programmes de création d'emplois et d'assurance sociale, peuvent être extrêmement efficaces pour renforcer la résistance des populations pauvres aux chocs des prix. Les pays ayant de meilleurs programmes de protection sociale se sont mieux comportés au cours de la crise actuelle.

Qu'ils soient en hausse ou en baisse, les prix des produits alimentaires semblent être une arme à double tranchant : ils lèsent soit les consommateurs, soit les producteurs. Savoir quel groupe appuyer est un faux dilemme qui conduit souvent les gouvernements à un parti-pris. Ce dilemme peut se résoudre en mettant en œuvre des politiques et des interventions de marché qui permettront aux producteurs tout comme aux consommateurs défavorisés de faire face aux fluctuations des prix. La pauvreté augmentera dans de nombreux pays en développement si les gouvernements ne se décident pas à utiliser la crise de manière proactive pour transformer radicalement leurs politiques agricoles et commerciales ainsi que leurs méthodes de protection sociale. La communauté internationale doit appuyer et non bloquer de telles réformes. Pour renforcer la résistance aux chocs futurs, il faut avant tout investir dans l'agriculture à petite échelle.

Oxfam ne pense pas qu'il existe de solution unique. Toutefois, les dix mesures suivantes, adaptées au contexte local, pourraient faire une énorme différence pour les millions de pauvres affectés par la crise actuelle, et elles pourraient renforcer la résistance aux chocs futurs.

Les gouvernements des pays pauvres, avec l'appui des donateurs, devraient :

- Accroître les dépenses publiques agricoles afin de générer tout d'abord des récoltes et de soutenir ensuite, à long terme, les petits exploitants;
- Organiser convenablement les dépenses du secteur agricole afin d'offrir les services publics nécessaires et d'atteindre les petits producteurs;
- Investir dans des programmes de protection sociale pour permettre aux citoyens de faire face à leurs besoins de base et de protéger leurs moyens d'existence contre des menaces potentielles;
- Envisager de participer à des réserves alimentaires nationales ou régionales importantes pour contrecarrer les pénuries alimentaires et la volatilité des marchés. Les programmes d'assistance devraient encourager les communautés locales à concevoir des réserves alimentaires sur une base communautaire;
- Adopter des mesures commerciales qui protègent les petits producteurs, les secteurs agricoles importants et les compagnies naissantes;
- Éviter de recourir à des mesures commerciales (telles que les interdictions d'exportation) qui pourraient exacerber la crise ou saper les perspectives de développement à long terme ;
- Appuyer la création et le renforcement des syndicats, des organisations de producteurs et tout particulièrement des associations féminines afin

qu'ils soient en mesure de prendre part à la conception, à la mise en œuvre et à la surveillance des politiques agricoles, et qu'ils puissent négocier collectivement dans le but de faire baisser les prix des intrants, d'obtenir de meilleures rémunérations ainsi que de meilleurs prix pour leurs produits;

- Promouvoir l'accès aux biens et aux services, en particulier pour les agricultrices. L'accès à la terre, à l'eau, aux semences, aux engrais, à la technologie, aux crédits, aux infrastructures et à l'énergie est souvent insuffisant, dangereux ou trop onéreux;
- Prendre en compte les problèmes des travailleurs agricoles salariés en développant et en mettant en application une législation du travail pour les travailleurs ruraux et en mettant en œuvre des programmes d'emploi garanti à l'intention des personnes qui restent au chômage hors saison;
- Renforcer, au niveau communautaire, la résistance aux changements climatiques afin que les producteurs pauvres puissent bénéficier de la hausse des prix alimentaires tout en s'adaptant aux impacts de ces changements.

De plus, les pays riches, la Banque mondiale et les autres donateurs devraient :

- Coordonner leurs actions et leurs financements au moyen d'un mécanisme placé sous l'égide des Nations Unies en s'appuyant sur le travail effectué sur les prix des produits alimentaires par le *Groupe spécial de haut niveau*;
- Accroître l'investissement dans l'aide agricole dans les pays en développement, en particulier pour les petits exploitants ;
- Cesser d'aspirer à une libéralisation rapide et ne plus s'opposer aux garanties que les pays en développement sont en droit d'attendre dans les négociations et les accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux;
- Réformer leurs politiques agricoles et commerciales qui permettent le dumping, restreignent la marge de manœuvre et freinent la croissance des pays en développement, afin que ces derniers soient en mesure d'assurer leur propre développement agricole et leur sécurité alimentaire.

1 Introduction

'Il n'y a rien dans la marmite. Nous n'avons pas d'aliments pour un repas. Il nous arrive souvent de poser une marmite sur le feu pour faire croire aux enfants que nous sommes en train de préparer un repas. Cela leur donne de l'espoir. Si nous leur disions qu'il n'y a pas de nourriture, ils commenceraient à pleurer et nous ne pourrions rien y faire. De cette façon, ils s'endorment paisiblement' – Aliou, une mère dans un village rural de Mauritanie

Alors que l'attention globale portée à la crise alimentaire semble s'affaiblir, des millions de personnes, aujourd'hui, à travers le monde, n'ont toujours pas les moyens d'acheter suffisamment pour se nourrir. En Indonésie, en mai 2008, les prix de l'huile de palme avaient doublé par rapport aux prix de l'année précédente. Au Liban, le coût des produits alimentaires importés a plus que doublé,⁹ et au Sénégal, le prix du blé a presque doublé. Les personnes les plus pauvres passent devant les étals de marché sans s'arrêter, en s'efforçant de tenir le coup jusqu'à la prochaine récolte.

Au Cambodge, où la moitié de la population a besoin d'acheter le riz, la consommation a baissé ; de nombreuses familles du Burkina Faso sont en train de vendre les rares têtes de bétail qu'elles possèdent. Loin de mettre à profit l'opportunité que la hausse des prix devrait offrir pour stimuler la production agricole, tous les pays en développement ont ressenti l'impact de la hausse du coût des produits alimentaires, avec les coûts du transport et d'intrants agricoles tels que les engrais et les pesticides.

Figure 1 : Hausses des prix de denrées alimentaires de base pertinentes, janvier 2007- avril 2008

Pays	Produit de base	Hausse de prix	Pays	Produit de base	Hausse de prix
Bangladesh	Riz	66%	Mexique	<i>Tortilla</i>	66%**
Burk. Faso	Riz	30%	Nigeria	Sorgho, mil	100%
Burundi	Huile palme	95%	TPO*	Farine blé	57-90%
Cambodge	Riz	100%	Pakistan	Farine blé	100%
Côte d'Ivoire	Rice	> 100%	Philippines	Riz	50%
Egypte	Maïs, riz	>70%	Sénégal	Blé	100%
Éthiopie	Maïs	100%	Somalie	Blé	300%
Guatemala	Maïs (jaune)	34%	Soudan	Blé	90%
Haiti	Alimts de base	50-100%	Sri Lanka	Riz	100%
Indonesie	Huile palme	100%	Tajikistan	Pain	100%
Liban	Alimts importés	145%	Tanzanie	Maïs	54%
Mozambique	Maïs	43%	Ouganda	Maïs	65%

* TPO: Territoires palestiniens occupés

** Hausse entre novembre et décembre 2007

Sources: Recherche d'Oxfam sur le Bangladesh, le Burkina Faso, le Cambodge, le Guatemala, l'Indonésie, le Liban, le Mexique, les Territoires palestiniens occupés, le Pakistan et la Tanzanie ; la FAO (avril 2008) pour les autres pays.

La crise est en train d'infliger de grandes souffrances au monde en développement. Selon la Banque mondiale, le nombre de personnes souffrant de malnutrition à travers le monde a enregistré une hausse de 44 millions en 2008, ce qui fait une hausse totale de 119 millions de personnes en 2007 et 2008, et un nombre total de personnes de près d'un milliard (967 millions) de personnes souffrant de malnutrition.¹⁰ Selon les estimations d'Oxfam, 290 millions de personnes vivant dans les pays les plus vulnérables à la crise alimentaire courent de risque de sombrer dans la pauvreté.¹¹ Ces chiffres vont presque certainement se révéler beaucoup plus élevés qu'initialement prévu, car la crise s'est aggravée début 2008. La Banque asiatique de développement a récemment publié un rapport sur la crise, en mettant en garde les pays d'Asie contre une inversion possible des progrès réalisés au cours des dernières décennies.¹²

Alors que les pays riches sont en train de tourner leur attention vers les deux autres crises mondiales pressantes – la hausse des coûts du pétrole et la tourmente dans le secteur financier – la crise des prix des produits alimentaires attire beaucoup moins d'attention. Près de

12,3 milliards de dollars ont été promis lors de la Conférence de la FAO, à Rome, en juin 2008, en plus d'une promesse antérieure de 6 milliards de dollars, un chiffre dangereusement inférieur aux 25 à 40 milliards nécessaires, selon les estimations de l'ONU, pour accroître la production agricole et assurer la protection sociale.¹³ Ceci contraste fortement avec la réponse à la crise financière actuelle, qui a vu, en l'espace de quelques jours, la mobilisation de ressources financières considérables par la communauté internationale.

La communauté internationale ne s'est pas organisée pour répondre de manière adéquate au problème des prix des produits alimentaires. Les pays en développement sont actuellement bombardés d'initiatives diverses et il leur est demandé de produire des plans multiples pour différents donateurs. En dépit de la création d'un Groupe spécial de haut niveau sur les prix des produits alimentaires, les pays riches et les institutions internationales n'ont pas encore été en mesure d'apporter une réponse internationale coordonnée à la crise.

Les prix des produits alimentaires se sont quelque peu stabilisés récemment, mais sont bloqués à des niveaux bien supérieurs à leurs niveaux antérieurs et on s'attend à ce qu'ils restent élevés.¹⁴ Cette crise n'est pas passagère. Encore pire, elle aurait pu être empêchée, ou du moins atténuée.

Des millions de familles dans les pays pauvres sont tributaires de l'agriculture pour leurs moyens d'existence. Si, au cours des deux dernières décennies, tous les gouvernements des pays en développement avaient investi dans l'agriculture à petite échelle, de nombreux pays auraient été bien moins vulnérables, aujourd'hui, aux chocs des prix. Les rares pays en développement qui ont suivi une voie différente pour s'investir dans l'agriculture à petite échelle et la protection sociale se sont avérés plus résistants à la crise que les autres pays en développement.

Le chapitre 2 de ce rapport montre que la plupart des personnes pauvres dans les pays en développement sont perdants en raison de la hausse actuelle des prix des produits alimentaires. Le chapitre 3 évalue les principales réponses à la crise alimentaire adoptées par les pays en développement. Le chapitre 4 décrit les politiques qui déterminent la vulnérabilité d'un pays, notamment les politiques sur l'agriculture, le commerce et les marchés intérieurs, et la protection sociale ; le chapitre 5 présente les conclusions et les recommandations pour les moyens d'aller de l'avant afin d'améliorer les impacts de la crise des prix des produits alimentaires sur les personnes pauvres à travers le monde.

5 Conclusion et recommandations

‘L’humanité est à un tournant historique crucial. Il y a, pour la mondialisation et l’innovation, le potentiel sans précédent de rehausser les niveaux de vie, mais il en est de même pour les défis sociaux et de développement à travers le monde ... Notre interdépendance croissante exige une réponse intégrée et concertée à ces défis globaux. C’est le défi historique que notre génération se doit de relever.’ – Déclaration politique du G-5, Dirigeants du Brésil, de la Chine, de l’Inde, du Mexique et de l’Afrique du Sud, 8 juillet 2008

Des décisions politiques peu judicieuses ou risquées ont été prises par des pays pauvres très vulnérables aux fluctuations des prix, et en conséquence, ces pays sont affectés de manière négative à la fois par la hausse et la baisse des prix. Afin de réduire les incidences de la crise des prix des produits alimentaires et de renforcer la résistante aux chocs futures, il y a lieu de réformer les politiques peu judicieuses sur l’agriculture, le commerce, le marché et la protection sociale et de les réorienter vers l’appui aux petits exploitants, aux ouvriers agricoles et aux personnes pauvres dans les pays en développement.

Les politiques de soutien gouvernementales peuvent soit stimuler soit empêcher la vulnérabilité aux chocs. Des économies émergentes telles que la Chine et le Brésil, qui ont investi dans l’agriculture et la protection sociale plus largement que de nombreux autres pays à faible revenu, se sont révélés beaucoup plus résistants aux incidences de la crise actuelle des prix des produits alimentaires. De nombreux pays à faible revenu s’en sortent beaucoup moins bien, en raison de décennies d’abandon de l’investissement dans l’agriculture et de l’introduction de mesures contre-productives sur la réglementation du commerce et du marché.

Bien qu’ils puissent chuter au cours des mois à venir, les prix des produits alimentaires restent bien au-dessus des niveaux de la décennie antérieure. Pour relever le défi de la hausse des prix des produits alimentaires dans un avenir prévisible, la production alimentaire peut et devrait être augmentée à travers la mise en place d’un ensemble de politiques commerciales et agricoles visant à aider les petits exploitants mal équipés à rehausser leurs niveaux de productivité. Il est crucial d’investir dans l’agriculture et de cibler les petits exploitants pour réaliser un développement durable, équitable et à long terme dans les pays à faible revenu.

Recommandations

Une fois la tourmente actuelle apaisée, la crise des prix des produits alimentaires pourrait servir d'opportunité unique de réduire massivement la pauvreté rurale – mais seulement si les pays riches comme les pays pauvres prennent des mesures appropriées pour prendre en compte les causes structurelles sous-jacentes de la vulnérabilité. Oxfam estime que les gouvernements des pays pauvres devraient mettre en place des mesures spécifiques qui réduisent leur vulnérabilité à de futures crises des prix et garantissent que les petits producteurs et les travailleurs agricoles tirent profit de la hausse des prix, avec le soutien des pays riches et des donateurs. Il n'y a pas de solution unique, mais les mesures suivantes servent de guide d'action général.

Les gouvernements des pays pauvres, avec l'appui des donateurs, devraient :

- **Accroître les dépenses publiques sur l'agriculture afin de générer l'offre, à court terme, et fournir un soutien aux petits exploitants, à long terme ;**
- **Cibler de manière adéquate les dépenses du secteur agricole, à la fois afin de fournir les services publics nécessaires et de toucher les petits producteurs ;**
- **Investir dans des programmes de protection sociale** afin de permettre aux citoyens de faire face à leurs besoins de base, de protéger leurs moyens d'existence contre des menaces potentielles et d'améliorer leurs droits et leur statut social ;
- **Envisager de contribuer à des réserves alimentaires stratégiques pour contrecarrer les pénuries alimentaires et la volatilité des marchés.** Les programmes d'assistance devraient encourager les communautés locales à concevoir la mise en place de réserves alimentaires sur une base communautaire ;
- **Adopter des mesures commerciales** qui protègent les petits producteurs, les secteurs agricoles stratégiques et les sociétés naissantes ;
- **Éviter de recourir à des mesures commerciales (telles que les interdictions d'exportation) qui pourraient exacerber la crise ou saper les perspectives de développement à long terme ;** il faudrait éviter, si possible, les interdictions d'exportation, car de telles interdictions peuvent porter préjudice à des pays et à des groupes de population importateurs nets de produits alimentaires ou acheteurs de ces produits ;

- **Appuyer la création et le renforcement des syndicats, des organisations de producteurs, et des associations féminines en particulier**, afin qu'ils soient en mesure de prendre part à la conception, la mise en œuvre et la surveillance des politiques agricoles, de négocier collectivement pour faire baisser les prix des intrants achetés, et d'obtenir de meilleures rémunérations et de meilleurs prix pour leurs produits ;
- **Promouvoir l'accès aux ressources et aux services, en particulier pour les agricultrices**. L'accès à la terre, à l'eau, aux semences, aux engrais, à la technologie, aux crédits, aux infrastructures et à l'énergie est souvent insuffisant, peu sûr et trop onéreux ;
- **Prendre en compte les problèmes des travailleurs agricoles salariés**, en développant et en mettant en application une législation du travail pour les travailleurs ruraux et en mettant en œuvre des programmes d'emploi garanti à l'intention des personnes qui restent au chômage hors saison ;
- **Renforcer, au niveau communautaire, la résistance aux changements climatiques** pour garantir que les producteurs pauvres peuvent tirer profit de la hausse des prix des produits alimentaires et à la fois s'adapter aux impacts des changements climatiques et atténuer ces impacts.

De plus, les pays riches, la Banque mondiale et les autres donateurs devraient :

- **Coordonner leurs actions et leurs financements à travers un mécanisme dirigé par les Nations-Unies**, en s'appuyant sur le travail effectué par le Groupe spécial de haut niveau sur les prix des produits alimentaires;
- **Accroître l'investissement dans l'aide au développement pour l'agriculture** dans les pays en développement, en particulier à l'intention des petits exploitants. Il devrait s'agir de nouveaux dons, prévisibles, sous forme de dons, venant en plus des financements pour la santé et l'éducation ;
- **Cesser de faire pression en vue de la libéralisation rapide de et s'opposer à des sauvegardes adéquates pour les pays en développement**, dans les négociations et les accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux ;
- **Réformer leur agriculture et leurs politiques commerciales qui permettent le dumping, restreignent la marge de manœuvre et freinent la croissance dans les pays en développement**, afin que les pays soient en mesure d'appuyer leur propre développement agricole et en retour, d'assurer la sécurité alimentaire.

- **Contribuer, sous l'égide des Nations-Unies, à une réponse internationale coordonnée** qui achemine les fonds de toute urgence vers ceux qui ont en besoin, et qui joue un rôle moteur dans la mise en œuvre de réformes à long terme.

Notes

¹ *Charoen Pokphand eyes hefty profit*, Mustaqim Adamrah, 18 septembre 2008: <http://www.thejakartapost.com/news/2008/09/18/charoen-pokphand-eyes-hefty-profit.html>

² *Nestle upbeat despite consumer gloom, raises outlook*, Katie Reid, 7 août 2008: <http://www.reuters.com/article/GCA-Agflation/idUSL744903420080807>

³ *Monsanto profit rises, but shares fall 6 pct*, Carey Gillam, 25 juin 2008: <http://www.reuters.com/article/hotStocksNews/idUSWNAS916320080625>

⁴ *Tesco profit up 10 pct, says riding out tough market*, Mark Potter, 30 septembre 2008: <http://www.reuters.com/article/rbssRetailDepartmentStores/idUSLU9887520080930H>

⁵ *OECD International Development Statistics (2007)*, Creditor Reporting System.

⁶ *United Nations High Level Task Force on the Global Food Crisis (2008)*, Comprehensive Framework for Action (CFA): <http://www.un.org/ga/president/62/letters/cfa160708.pdf>

⁷ SAGARPA (Ministry of Agriculture, Livestock, Rural Development, Fisheries and Food), Mexique, disponible à : www.sagarpa.gob.mx/

⁸ http://www.bcb.gov.br/pre/bc_atende/port/pronaf.aspH

⁹ Pierre Zoghbi, Directeur général de Mainspring, fournisseur de produits alimentaires et de boissons, indique que les prix des produits alimentaires importés, notamment des produits laitiers, ont enregistré une hausse de 145 pour cent depuis fin 2007. Un journal local, As-Safir, fait état du fait que, d'avril à mai 2008, le prix du riz égyptien a enregistré une hausse de 12,5 pour cent, alors que le prix du riz américain augmentait de 43 pour cent. Le prix du pois chiche a augmenté de plus de 80 pour cent entre juin et décembre 2007, alors que le prix du haricot enregistrait une hausse de 55 pour cent durant la même période. Les lentilles ont affiché une hausse de

prix moyenne de 25 pour cent entre juin et décembre 2007 et une hausse supplémentaire de 12,7 pour cent entre janvier et avril. La viande, les produits laitiers et les produits à base animale ont également enregistré une hausse de prix majeure.

¹⁰ Communiqué de presse de la Banque mondiale (2008) 'Global food and fuel crisis will increase malnourished by 44 million', voir <http://go.worldbank.org/XQSUWNS0H>

¹¹ Oxfam International (2008) 'Another inconvenient truth'.

¹² Asian Development Bank (2008) 'ADB's Response to the Food Crisis'.

¹³ CFA UNHLTF, juillet 2008.

¹⁴ OECD-FAO (2008) 'Agricultural Outlook 2008-2017'

© Oxfam International, octobre 2008

Ce document a été rédigé par Teresa Caverio et Carlos Galian. Oxfam remercie les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation: Emily Alpert, Sumie Arima, Nathalie Beghin, Stephanie Burgos, Anna Coryndon, Duncan Green, Arantxa Guereña, Jenny Heap, Steve Jennings, Joyce Kortland, Madelon Meijer, Fred Mousseau, Tata Mustasya, Javier Pérez, Jules Siedenburg, Hugo García Rañó, Susana Gauster, Salifou Konate, Antonio Martuscelli, et Ines Smyth. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : info@IntermonOxfam.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice.

<p>Oxfam America (Etats-Unis) 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, (Etats-Unis) Tél: +1 617-482-1211 (Toll-free +1 800-77-OXFAM) E-mail: Hinfo@oxfamamerica.orgH Hwww.oxfamamerica.orgH</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/fl., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tél: +852 2520 2525 E-mail: Hinfo@oxfam.org.hkH Hwww.oxfam.org.hkH</p>
<p>Oxfam Australia 132 Leicester St., Carlton, Victoria 3053, Australie Tél: +61 3 9289 9444 E-mail: Henquire@oxfam.org.auH Hwww.oxfam.org.auH</p>	<p>Intermón Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelone, Espagne Tél: +34 902 330 331 E-mail: Hinfo@intermonoxfam.orgH Hwww.intermonoxfam.orgH</p>
<p>Oxfam-in-Belgium Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles Belgique Tél: +32 2 501 6700 E-mail: Hoxfamsol@oxfamsol.beH Hwww.oxfamsol.beH</p>	<p>Oxfam Ireland Bureau de Dublin, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Irlande Tel: +353 1 635 0422 Bureau de Belfast, 115 North St, Belfast BT1 1ND, Royaume-Uni Tél: +44 28 9023 0220 E-mail: Hcommunications@oxfamireland.orgH Hwww.oxfamireland.orgH</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tél: +1 613 237 5236 E-mail: Hinfo@oxfam.caH Hwww.oxfam.caH</p>	<p>Oxfam New Zealand PO Box 68357, Auckland 1145, Nouvelle Zélande Tél: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail: Hoxfam@oxfam.org.nzH Hwww.oxfam.org.nzH</p>
<p>Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tél: +33 1 56 98 24 40 E-mail: Hinfo@oxfamfrance.orgH Hwww.oxfamfrance.orgH</p>	<p>Oxfam Novib (Pays Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, La Haye, Pays Bas Tél: +31 70 342 1621 E-mail: Hinfo@oxfamnovib.nlH Hwww.oxfamnovib.nlH</p>
<p>Oxfam Germany Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Allemagne Tél: +49 30 428 50621 E-mail: Hinfo@oxfam.deH Hwww.oxfam.deH</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Quebec, H3J 2Y2, Canada Tél: +1 514 937 1614 E-mail: Hinfo@oxfam.qc.caH Hwww.oxfam.qc.caH</p>
<p>Oxfam GB Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni Tél: +44 1865 473727 E-mail: Henquiries@oxfam.org.ukH Hwww.oxfam.org.ukH</p>	

Secrétariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL,
 Royaume-Uni

Tél: +44 1865 339100. E-mail: Hinformation@oxfaminternational.org. Site Web: Hwww.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer Oxfam International:

E-mail: Hadvocacy@oxfaminternational.org

Washington: 1100 15th St., NW, Suite 600, Washington DC 20005-1759, Etats-Unis

Tél: + 1 202 496 1170

Brussels: Rue Philippe le Bon 15, 1000 Bruxelles, Belgique

Tél: + 32 2 502 19 41

Geneva: 15 Rue des Savoises, 1205 Genève, Suisse

Tél: + 41 22 321 2371

New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, Etats-Unis

Tél: + 1 212 687 2091

Organisations liées a Oxfam. Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International:

Oxfam Japan Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japon

Tél: +81 3 3834 1556. E-mail: Hinfo@oxfam.jp Site Web: Hwww.oxfam.jp

Oxfam India - 2nd floor, Plot No.1, Community Centre (Sujan Mohinder Hospital), New Delhi, Inde, Tél: +91 (0) 11 4653 8000, fax: +91 (0) 11 4653 8099, email:

Hdelhi@oxfamindia.org, Site Web: Hwww.oxfamindia.org

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep Via Masaccio, 6/ A 52100

Arezzo, Italia, Tél: +39 0575 907826,

Fax: +39 0575 909819, Email: Hucodep-oi@oxfaminternational.org, Site web:

[Hhttp://www.ucodep.org](http://www.ucodep.org)

Membre observateur d'Oxfam. L'organisation suivante, actuellement membre observateur d'Oxfam International, travaille vers une possible affiliation complète:

Fundación Rostros y Voces (México) Alabama 105, Colonia. Nápoles, Delegacion Benito Juarez, C.P. 03810 Mexique, D.F.